

Drogue et banlieues : une histoire encore méconnue (France, années 1970-1980)

Alexandre Marchant / Docteur en histoire de l'ENS de Cachan

Les banlieues furent des terrains privilégiés de l'épidémie d'héroïne depuis les années 1980, avec sans doute des milliers de morts silencieuses, d'overdose ou des effets du VIH contracté par la pratique de l'injection. Les processus de massification des trafics et de précarisation des usages de drogue en banlieue demeurent mystérieux, les travaux de recherche historique étant encore trop peu nombreux. À partir de l'exemple parisien, essayons de comprendre comment la drogue a délaissé les centres-villes pour s'enraciner en banlieue et comment cette épidémie fut paradoxalement à la fois médiatisée et tue.

Dans le discours médiatique actuel, l'association drogue et banlieue a valeur de lieu commun. Les « cités » (qui ne sont d'ailleurs pas toutes en banlieue) résonneraient désormais régulièrement des tirs de kalachnikovs à l'occasion de sanglants règlements de compte entre trafiquants à Paris comme à Marseille. Pour les faire cesser, le maire de Sevrans, en Seine-Saint-Denis, Stéphane Gatignon, demandait en 2011 à ce que l'armée interviene en banlieue ni plus ni moins. Cette provocation visait certes à entretenir le débat suscité par le livre de l'élu Europe écologie les verts (EELV) proposant, pour en finir avec la plaie du trafic de cannabis, de sortir immédiatement de la prohibition... Dans un autre coup d'éclat médiatique en 2013, le maire demandera au gouvernement de mettre provisoirement fin à la vente libre des seringues, ces dernières, usagées, se retrouvant jusqu'aux abords des écoles primaires de sa ville¹. Certains acteurs associatifs, comme Mohammed Mechmache, du collectif AC Le Feu, entretiennent de leur côté le souvenir de la « catastrophe invisible » qui a ravagé les jeunes générations issues de l'immigration, au

lendemain amer de la marche, dite des beurs, « pour l'égalité et contre le racisme » de 1984².

La présence attestée des « banlieusards » sur les scènes de drogue dès les années 1970

Sur la place de la Contrescarpe dans le 5^e arrondissement en 1968 comme sur d'autres scènes de l'époque, au sein d'une « foule bigarrée et échevelée sortie d'un peu partout », les jeunes marginaux fument du cannabis, trainant en compagnie des « clodos » mais aussi des « types de banlieues »³. Il s'agit là de zonards attirés aussi bien par la fête bohème que par les produits stupéfiants. Toutefois, la coexistence ne se fait pas toujours sur un mode pacifique. Olievenstein lui-même reconnaît un surprenant cliage entre les hippies débonnaires amateurs de marijuana et de LSD et les junkies consommateurs d'amphétamines et d'héroïne, recoupant géographiquement un schéma centre-périphérie : « Les groupes se scindent, les hippies et l'idéologie *peace and love generation* entrent en déclin, le nombre s'enfle de tous ceux qui cultivent la drogue pour elle-même, après avoir rejeté cette aventure mystique dont

¹ Gatignon S, Supersac S. Pour en finir avec les dealers. Paris, Grasset, 2011. Et Le Nouvel Observateur, 24 mars 2013. « Sevrans : l'appel de Stéphane Gatignon au gouvernement ».

² Le Monde, 30 novembre 2013. « Banlieues : les oubliés de l'héroïne ».

³ Aupourrain JP. Les rêves meurent sous la drogue. Paris, Flammarion, 1977, chapitre 1 : 14.



elle avait constitué le tremplin. On voit alors affluer à Paris ces gosses fugueurs et paumés qu'on appelle zonards, en souvenir des bidonvilles qui ceinturaient la capitale avant guerre »⁴.

Ce groupe bien spécifique est également remarqué par Claude Orsel, dirigeant le centre de l'Abbaye à Saint-Germain-des-Prés, qui évoque parmi sa clientèle ces jeunes « sous-culturés », issus de milieux prolétaires, venant souvent des périphéries urbaines ou de quartiers délaissés. Ils consomment plus facilement de l'héroïne et des amphétamines que ceux des classes moyennes ou bourgeoises de la capitale qui commencent et restent parfois aux drogues douces. Des problèmes de discipline sont posés par ces « éléments violents, type blousons noirs, ou plutôt blousons cloutés. Ils viennent, par leur violence, par leurs motocyclettes, par l'appoint alcoolique, exercer un terrorisme dans ces groupes (de beatniks) qui sont essentiellement passifs ». Orsel les qualifie de « débiles », d'« individus sans cultures souvent très frustes, peu habitués à la vie en société », soulignant avec insistance « leur tendance à la délinquance : trafic et usage de drogue, vols et recels »⁵...

Les usagers de drogue tiennent eux-mêmes à maintenir des frontières entre groupes, à Paris comme en banlieue : Jean-François Bizot, le père d'*Actuel*, a fondé avec quelques amis une communauté à Arcueil, en région parisienne en 1971 : on y consomme beaucoup de cannabis et d'hallucinogènes, mais l'héroïne est exclue. Guy Hocquenghem fonde lui aussi pendant quelques mois une communauté avec une dizaine d'étudiants en banlieue, avec le même type d'interdit⁶.

Car la violence semble être caractéristique de ces bandes de loubards de la « zone ». Lorsque les cambriolages de pharmacie explosent dans les années 1970, on retrouve ces groupes particulièrement violents⁷.

Les pharmacies des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne semblent concentrer un grand nombre d'attaques vers 1974-1975. Au premier semestre 1975, on enregistre une moyenne de 10 à 15 cambriolages par semaine en banlieue parisienne⁸. Les stupéfiants se diffusent ensuite sur le marché clandestin. En dépit des frontières sociales entre usagers, la drogue se répand donc en banlieue dès les années 1970, par porosité. En 1972, les lieux de la drogue, en termes de marchés clandestins, de la région parisienne se situent à Garches, Suresnes et Ville d'Avray pour la banlieue nord-ouest ; Saint Michel-sur-Orge, Étampes,

Ivry, Vitry et Montgeron pour la banlieue sud-est⁹. Mais, à cette époque, ces loubards adeptes de la polytoxicomanie n'ont pas encore un profil de jeunes de banlieue au sens où on l'entend depuis les années 1980. Un paysage nouveau va cependant être posé à l'orée des années 1980 par un grand coup d'éclat médiatique.

Et la drogue en banlieue devint le nouveau spectre médiatique en 1981...

« Non à la drogue, non aux empoisonneurs », « il faut chasser la drogue hors de la cité »... Voici quelques slogans brandis le 7 février 1981 par plusieurs dizaines de manifestants, devant un immeuble HLM de la cité de l'Espérance à Montigny-lès-Cormeilles dans le Val-d'Oise¹⁰. La manifestation, orchestrée par le maire communiste Robert Hue, vise à dénoncer publiquement la famille de Mohammed Kharbouche, ouvrier immigré marocain, dont les enfants sont nommément désignés par les tracts diffusés les jours précédents par les sections locales du Parti communiste (PCF) comme les dealers de la cité. Mais les preuves manquent, ce que les journalistes de *Libération* découvrent assez vite. L'affaire relève d'un coup politique monté qui se retourne contre Robert Hue aussitôt accusé par les socialistes, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), la Ligue des droits de l'homme (LDH) et l'opinion publique en général, d'avoir organisé un lynchage raciste¹¹. L'affaire s'inscrit dans une stratégie calculée du PCF. En plein virage populiste, le PCF cherche manifestement, dans un contexte de campagne électorale, à jouer sur le thème du fléau de la drogue en l'associant à l'insécurité¹² mais aussi à l'immigration. La manifestation avait eu des précédents : le 23 novembre 1980, des sections locales du parti de l'Essonne organisent une manifestation à Vigneux pour protester contre la mort d'un jeune postier, Harold Leguy, mort d'une overdose d'héroïne¹³. Le 24 décembre 1980, le maire communiste de Vitry envoie les bulldozers pour raser un foyer de 300 travailleurs maliens, accusés sans preuves d'être des « drogueurs » dans la ville. En février 1981, à Drancy, le maire communiste appelle à manifester « contre la drogue », à la suite de la mort de deux jeunes par overdose d'héroïne, tandis qu'à Aubervilliers, une famille d'immigrés est expulsée de la cité Lénine par la municipalité, sur la base d'une rumeur selon laquelle le fils serait un dealer de drogue. À Villeurbanne, les communistes soulignent que la ville est en train de se transformer en une banlieue américaine, où l'on n'ose plus aller le soir à la cave ou sur le parking, terrains de prédilection des dealers¹⁴.

Mais toutes ces éphémères « croisades » lancées par les maires communistes, au-delà du calcul politique et des

⁴ Olievenstein C. *Il n'y a pas de drogués heureux*. Paris, Robert Laffont, 1977 : 356.

⁵ Association Le Pont. *Séminaire Toxicomanie*, septembre 1971. Textes choisis, Le Pont, 1972 : 27.

⁶ Bizot J.F. *Les déclassés*. Paris, Le Sagittaire, 1976 ; Hocquenghem G. *Des morts*, Paris, Digraphe, 1994 : 106-7.

⁷ Lettre de Mme Sibelle-Hollebeke, pharmacie d'Arcueil. Archives du ministère de la Santé, CAC 1979019/5.

⁸ Note « Vol de médicaments 1975, région parisienne », Archives du ministère de la Santé, CAC 191790019/6.

⁹ Rapport annuel d'activité de l'hôpital Marmottan, 1972.

¹⁰ *L'Humanité*, 9 février 1981, « La guerre au poison », p. 14.

¹¹ Journaux télévisés des 8 et 9 février, 20 heures d'Antenne 2, extraits de reportages, Archives INA.

¹² *L'Humanité*, 24 novembre 1980, « L'insécurité n'est pas fatale ».

¹³ *L'Humanité*, 3 février 1981, « Offensive à Montigny » ; *L'Humanité-Dimanche*, 23 novembre 1980.

¹⁴ *Libération*, 4 février 1981, « Sauve qui peut (les immigrés) ». *Libération*, « Il y a encore beaucoup de lettres à l'alphabet de la délation », 18 février 1981.

imaginaires, révèlent un fait nouveau : l'association drogue-HLM de banlieue-immigration. Montigny, comme d'autres villes ouvrières, est passée de 6 000 habitants à 14 000 en à peine plus de dix ans, à la suite de la création d'une ZAC avec ses milliers de logements supplémentaires en grands ensembles. C'est là que l'essentiel de l'immigration des années 1960 aux années 1980 est venu s'entasser, changeant le profil des zonards.

Une diffusion silencieuse de la drogue, des conséquences désastreuses

Derrière cet écran de fumée médiatique, personne ne connaît précisément les modalités de cette massification pressentie des usages de drogue. Les toxicomanes de banlieue sont invisibles et de nombreux élus locaux, hormis un temps les communistes, nient que le problème soit arrivé chez eux. On meurt pourtant dans les cages d'escalier ! Les indices sautent pourtant aux yeux des enquêteurs minutieux. En septembre 1983, l'université Paris XIII ouvre un observatoire provisoire à La Courneuve afin d'évaluer un projet de développement social des quartiers. Les sociologues Anne Coppel, Christian Bachmann et Jacky Simonin, mobilisés sur ce projet, découvrent au passage les traces de scènes souterraines de l'héroïne : seringues usagées ou morceaux de citron jonchant le sol des parties communes des HLM, témoignages de gardiens exaspérés de ce qui se passe dans les caves ou les halls d'immeuble... La même année, Anne Coppel accepte de participer, avec les Drs Didier Touzeau et Aimée Charles-Nicolas, à la Commission toxicomanie que vient de créer Gaston Viens, maire d'Orly, l'un des rares maires à prendre une initiative en ce domaine. Officiellement, ni la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS), ni le centre médicopsychologique, ni la Maison de la jeunesse et de la culture (MJC) n'ont recensé de toxicomanes. Jusqu'en 1987, grâce aux méthodes inspirées de la démarche américaine d'Outreach visant à aller à la rencontre des usagers, cette recherche-action fait sortir les toxicomanes de l'ombre. Ils seraient facilement 200 pour cette ville de 20 000 habitants. On apprend qu'une dizaine de jeunes entre 16 et 18 ans, pour beaucoup d'origine immigrée, a fait l'expérience de l'héroïne au début des années 1980, formant désormais une « génération » que l'on retrouvait errant dans la cité, initiant au passage les plus jeunes. Revenant sur place en 1992, les chercheurs

constatent tristement que la moitié des toxicomanes identifiés sont morts : overdose, septicémie liée à de mauvaises injections, sida transmis par seringue usagée¹⁵. Cette recherche a cependant dressé le paysage de la catastrophe

silencieuse. Le « kiff » ou l'héroïne y apparaissent comme des exutoires à une existence marquée par le chômage, sur fond de désindustrialisation, la différence culturelle et le manque de maîtrise des codes de la société environnante, l'expérience d'une discrimination raciale au-delà de la cité. Tandis que la honte, entretenue par les représentations sociales dépréciatives du junky, l'absence de confiance envers les institutions, ou encore la méconnaissance de l'offre thérapeutique existante empêchent ces jeunes de démarcher les services d'aide médico-sociale de la ville.

Pour autant, la périphérie est attirée par le centre et, comme à l'époque des loubards des années 1970, c'est la fascination des consommations festives des élites parisiennes qui va être à la source de l'initiation au produit et de sa diffusion auprès de jeunes. Ces derniers veulent sortir de la marginalisation dans laquelle ils se sentent, géographiquement et socialement, enfermés par l'imitation d'individus mieux intégrés socialement. En région parisienne, les anciens usagers de drogue qui avaient 20 ans dans les années 1980 évoquent encore aujourd'hui les adresses de boîtes de nuit franciliennes où les videurs laissaient rentrer « les Arabes », les « beurs », les « Antillais » : le Kiss-Club à Paris, le Métropolis à Rungis et surtout le Pacific Club à La Défense, ouvert en 1980, concurrent banlieusard du Palace de Paris. On s'y rendait depuis toute la région parisienne jusqu'en Seine-et-Marne. L'héroïne y était disponible dans les toilettes ou les alcôves pour qui savait répondre aux sollicitations d'un revendeur. Par extension, les trains de banlieue étaient réputés pour être des endroits d'échange et de consommations. Le « train gris de Goussainville », jusqu'au moment où la SNCF fermera les toilettes de la ligne à la fin des années 1980, était réputé pour être un lieu d'échange de drogue, sur le chemin de Paris ou au retour¹⁶.

Mais, au-delà de ces effets d'amorce dans l'entre-deux-mondes, l'achat régulier du produit nécessite aussi de se procurer l'argent nécessaire. C'est alors que se développe une petite délinquance directement en lien avec la nécessité d'avoir rapidement de quoi acheter les doses de drogue. Au début des années 1980, Bernard Leroy, juge d'instruction au Tribunal de grande instance d'Évry, dans l'Essonne, traite ainsi d'affaires pointant le glissement vers la délinquance de nombreux jeunes prolétaires de banlieue (pas forcément d'origine immigrée), tel Jean-François C., peintre en bâtiment de 21 ans, qui témoigne lors de son instruction : « Au commencement, je disposais de l'argent de mon salaire pour mes achats, mais très vite, j'ai dû faire des conneries, telles que des vols, vols avec violences, déplacements sur Paris pour trouver la

¹⁵ Coppel A. *Peut-on civiliser les drogues ? Paris, La Découverte, 2002 chapitre 6 (pour les expériences de La Courneuve et d'Orly).*

¹⁶ *Faits précis recueillis auprès d'anciens usagers à Saint-Denis par la sociologue Claire Dupont.*



came de mes copains avec compensations à la clef. J'ai eu des périodes où il me fallait quatre ou cinq shoots par jour. À cette époque-là, j'avais un dealer à la gare de Lyon, « le Gros Georges », qui m'a beaucoup avancé de poudre mais il est tombé ».

Au magistrat de souligner les délits précis commis par ces jeunes toxicomanes : cambriolages (jusqu'à un par jour, un magnétoscope valant facilement un gramme d'héroïne blanche), vols de sacs à main pour s'emparer du liquide ou des chéquiers, vols à main armée de petits commerçants et revente des produits volés, agressions brutales dans les trains de banlieue ou dans d'autres lieux publics comme des bureaux des PTT. Toute une petite économie informelle se développe rapidement autour du recel et de la vente au noir d'objets volés : « Dans chaque ville de banlieue, des jeunes toxicomanes prennent les commandes et vivent sur le pourcentage que leur font les dealers. Les cambriolages (bijoux, hi-fi) sont en progression exponentielle. Les dealers devenant de plus en plus souvent des receleurs »¹⁷.

Vers la professionnalisation du trafic en banlieue

Mais le plus singulier dans l'histoire de l'enracinement de la drogue en banlieue est la manière dont cette première forme d'économie artisanale de petits délinquants va se transformer en un trafic de grande envergure. Au départ, les premiers usagers-revendeurs se sont conformés au modèle de la fourmi : en allant s'approvisionner à Paris puis, rapidement, en prenant connaissance des meilleurs plans pour obtenir la came, à l'étranger (Pays-Bas pour l'héroïne et le cannabis, Espagne pour la cocaïne) pour la revendre ensuite aux proches et amis, voire à Paris en fonction des opportunités. En avril 1979, la gendarmerie démantèle un réseau d'une quarantaine de personnes dans les Yvelines, entre Maisons-Laffitte et Saint-Germain-en-Laye. Ce réseau de fourmis fournissait en héroïne, LSD et haschisch, achetés en Hollande et en Espagne, les lycées de la banlieue ouest de Paris¹⁸.

Mais, avec le temps, s'opère une insidieuse professionnalisation : l'usager-revendeur se transforme en autoentrepreneur intéressé uniquement par les revenus de ce commerce. Le glissement d'une figure à l'autre est assez difficile à cerner, mais il s'opère dans la seconde moitié des années 1980. Parfois même le nouveau revendeur agit pour le compte d'une organisation criminelle étrangère avec laquelle les liens communautaires du pays d'origine de sa famille peuvent jouer un rôle important pour la mise en contact. Ce qu'atteste par exemple une note de l'Office

central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OVRTIS) de février 1990 : « Pour Paris et la région parisienne, près de 60 % des revendeurs d'héroïne et de cannabis sont des ressortissants africains, originaire des pays du Maghreb, ou d'Afrique noire. Ils bénéficient de l'approvisionnement direct de leurs compatriotes (cannabis du Maroc, herbe du Zaïre, et filière nigérienne de l'héroïne) »¹⁹.

Mais les policiers cherchent également à comprendre de leur côté le changement d'échelle du trafic en banlieue, qui saute aux yeux à l'orée des années 1990. Le harcèlement des petits revendeurs agissant dans la capitale par la police aurait contribué à morceler le marché, jadis structuré autour d'« abcès de fixation » comme l'îlot Chalon ou la rue de l'Ouest à la Goutte d'Or. Mais l'enracinement du trafic en banlieue ne résulte pas seulement d'un effet de déversement géographique. Là-bas, le désœuvrement d'une partie de la jeunesse vivant en vase clos et l'économie de la débrouille, pour sortir de la « galère » et compenser des espoirs de mobilité sociale frustrés, rencontrent la promesse des profits toujours décuplés de l'économie de la drogue. Cette dernière s'ouvre alors à des « relations tissées autour d'une délinquance qui est vécue à travers un code de l'honneur qui en définit les valeurs et les significations [...]. Ainsi, les jeunes Maghrébins des cités de la petite couronne, qui sont engagés dans des carrières délinquantes depuis leur adolescence, découvrent les drogues dures [puis] ils réalisent les profits qu'ils peuvent tirer de leur accès facile à un produit qui reste rare »²⁰. D'autres facteurs peuvent expliquer la diffusion du modèle criminel du revendeur de drogue : la prison, avec sa dangereuse cohabitation entre toxicomanes et délinquants, source d'inspiration réciproque, ou encore les relogements occasionnés par les multiples destructions de barres HLM vétustes au tournant des années 1980-1990 comme facteur de dispersion, quand un dealer passe ainsi d'une cité à l'autre, faisant venir ses clients, démarchant de nouveaux, et inspirant éventuellement par son modèle d'autres jeunes délinquants.

Cependant, la présence des dealers en banlieue est loin d'être toujours tolérée dans les quartiers : dès les années 1980, les habitants, refusant d'être des complices passifs du trafic, se livrent à de régulières « chasses aux dealers », ces derniers étant accueillis à coups de bâton, souvent pour venger la dépendance ou la mort d'un proche²¹. Ces actions punitives ont été massives dans les quartiers de Lille sud au printemps 1993, pour prendre un exemple non francilien. Révoltés par la revente dans les rues de la cité d'une héroïne venue des Pays-Bas, sur fond d'apparente inertie des services de

¹⁷ Procès-verbaux rassemblés de décembre 1982 à mars 1983, Dossiers « Toxicomanie » de Bernard Lercy. Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

¹⁸ *Le Monde*, 2 avril 1979.

¹⁹ Note OVRTIS « Les joyers de la drogue », 26 février 1990. Archives de l'OVRTIS, CAC 19920255/2.

²⁰ Duprez D, Kokoreff J. *Les mondes de la drogue*. Paris, Odile Jacob, 2000 : 69-71.

²¹ Une illustration au début du film *Le Thé au harem d'Archimède* de Mehdi Charef (1985).

police, près de 200 jeunes habitants du quartier des Biscottes s'en prennent spontanément aux dealers, constitués de groupes d'immigrés clandestins, les chassant et incendiant systématiquement leurs véhicules²². De nouveaux modèles délinquants, plus proches de l'économie criminelle mafieuse que de la petite délinquance, se construisent et font école, à l'image du parcours de l'ancien braqueur Charles M'Bous, dit « Jean Gab'1 ».

Enfant confié à la DDASS, comme ses douze frères et sœurs, après le meurtre de sa mère par son père, ce jeune homme d'origine camerounaise connaît un parcours chaotique : après avoir traîné avec une bande de délinquants noirs dans le Paris des années 1980, vécu du « dépouillage » de ses malheureuses victimes dans la rue, il connaît plusieurs séjours en prison et en sort endurci avec la volonté de devenir braqueur. L'appât d'un gain conséquent et rapide le fait se tourner très vite vers le commerce de l'héroïne et du crack. Il vend directement ou par le biais de rabatteurs recrutés ponctuellement, à Paris, porte de Bagnolet ou porte de Montreuil, à la Goutte d'Or mais aussi en banlieue. Et c'est en des termes économiques qu'il relate rétrospectivement ses activités dans son autobiographie, déclarant avoir tenté de réaliser des « OPA agressives » à Roubaix ou à Lyon,

²² « Lille sud, la révolte contre les dealers », Journal d'Antenne 2, 13 h 00, 23 mai 1993. Archives INA.

²³ GAB'1 Jean (M'Bous Charles). *Sur la tombe de ma mère*. Paris, Don Quichotte, 2013 : 231-66.

²⁴ Boullenger N. *Approche ethno-sociologique de l'usage d'héroïne et de médicaments en Seine-Saint-Denis*. Rapport, février 1995. Archives du ministère de la Santé, CAC 19980329/64.

développé des techniques d'ouverture de marché, d'approche et de fidélisation de la clientèle²³. En outre, autre indice de professionnalisation, les groupes s'arment également pour défendre leur marché de l'intrusion des bandes concurrentes. Et conséquence de ce processus, les saisies massives de stupéfiants réalisées en banlieue se multiplient, témoignant de ce

changement d'échelle du trafic : « Si l'on prend l'exemple du cannabis, la saisie record effectuée par la brigade des stupéfiants en février 1993 [...] : c'est tout d'abord 243 kg de haschisch et 464 000 francs en liquide qui sont découverts dans deux appartements situés à la cité des 4000 à La Courneuve et à la cité des Francs-Moisins à Saint-Denis. Les enquêteurs ne s'arrêtent pas là et c'est 36 caisses de plus de 50 kg qu'ils saisiront dans un magasin de Saint-Denis, ce qui représente au total une prise de plus de 2 tonnes de cannabis »²⁴.

Le déplacement des centres de gravité du trafic de drogue vers les banlieues finira par se traduire institutionnellement par un rapprochement de la politique de la drogue à celle de la ville quand le ministère de la Ville naît en 1990. De même, face au péril sanitaire, les mesures de réduction des risques, à mesure de leur généralisation en France dans les années 1990, ont ciblé des départements jugés prioritaires comme la Seine-Saint-Denis. Toutefois, il est évident que l'investissement fut insuffisant et que l'histoire a continué sur les brisées que cet article a tenté de cerner...

Abonnement

Je souhaite m'abonner gratuitement à la revue *Swaps*

Participation de 10 euros pour frais d'envoi des quatre numéros annuels

À retourner à VIH.org / Swaps / Pistes, Chaire d'addictologie CNAM, case 216, 2 rue Conté, 75003 Paris

nom

prénom

profession

organisme

adresse

code postal

ville

tél.

e-mail